

## Section III: Termes de référence

Référence eSourcing: RFP/2024/55362

### Termes de Référence

#### **Mise en place et expérimentation d'un système de transfert monétaire pour les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) dans le Bassin du Congo (Lot 1 : Composante régionale)**

##### **1. Contexte :**

CAFI est en train de concevoir une initiative très ambitieuse de paiements pour services environnementaux (PSE) pour le bassin du Congo, qui sera déployée dans ses six pays partenaires selon une approche progressive. L'initiative PSE de CAFI vise à révolutionner les moyens de subsistance ruraux durables, en fournissant des incitations financières directes à des centaines de milliers de personnes pour leurs pratiques d'utilisation durable des terres.

Les PSE sont un mécanisme financier destiné à motiver les utilisateurs des terres (ménages, groupes communautaires organisés, etc.) à adopter des pratiques d'utilisation des terres plus durables (agroforesterie, agriculture sans déforestation, reboisement, gestion durable des forêts, conservation des forêts). Les PSE permettent de transférer des fonds, de manière plus directe et plus efficace, à un très grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté dans des zones rurales mal desservies, pour leurs bonnes pratiques.

Les PSE impliquent un contrat volontaire dans lequel un service environnemental (c'est-à-dire une "utilisation des terres" telle que l'agroforesterie), capable de garantir des "services écosystémiques" (par exemple, la séquestration du carbone, la rétention des sols, l'approvisionnement en eau, etc.), est payé par une source de financement à un fournisseur de services environnementaux si, et seulement si, le fournisseur met en œuvre des pratiques d'utilisation des terres convenues conjointement. L'une des principales caractéristiques des PSE est que les paiements sont effectués sur la base de résultats vérifiés (c'est-à-dire que les surfaces de plantation convenues ont été réalisées, qu'elles répondent aux exigences de qualité et de garanties et qu'elles ont été maintenues dans le temps). Cette évaluation est réalisée par les partenaires locaux dans le cadre d'un processus de suivi approfondi, transparent et objectif, suivant une méthodologie établie et utilisant le système innovant de gestion des PES de CAFI. Elle est complétée par un audit indépendant ex-post du mécanisme pour garantir l'intégrité globale du système et identifier les pistes d'amélioration.

Les PSE se matérialisent sous la forme de paiements périodiques visant à soutenir les bénéficiaires dans les années où un travail substantiel est nécessaire, avant que les plantations n'atteignent leur maturité et que des sommes d'argent importantes puissent être réalisées. Pour cette raison, les contrats PES sont généralement d'une durée de 6 à 12 ans. Bien que les montants périodiques individuels ne soient pas très importants (p. ex., 50-100 \$/ha/an, variables selon l'activité de PSE considérée), ils représentent un soutien significatif et indispensable pour les communautés locales.

Pour participer au mécanisme PSE, un certain nombre de prérequis minimaux sont nécessaires, visant notamment à s'assurer de la bonne identification et de la légitimité des contractants, de l'absence de conflits sur les terrains proposés pour les contrats PSE, du respect de mesures de sauvegardes sociales et environnementales suffisantes, ainsi qu'à sécuriser les résultats atteints. Ces prérequis peuvent varier selon le type d'activité PSE envisagée selon qu'il s'agit de contrats collectifs (communautés organisées) ou non-collectifs/individuels (ménages, secteur privé). Le type de sécurisation des terres en dépend aussi.

Depuis 2015, CAFI a financé plusieurs projets juridictionnels à grande échelle ("PIREDD") soutenant les exigences clés pour la participation aux PSE (c'est-à-dire la structuration de la communauté, la sécurité foncière, les plans participatifs d'utilisation des terres), ainsi qu'un premier pilotage des activités de PSE sur le terrain. Sur cette base et celle des expériences d'autres pays, CAFI est en train de développer un mécanisme PSE et des outils standardisés, pouvant être mis à l'échelle et institutionnalisés.

Parallèlement à la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information robuste et innovant, en cours de développement par CAFI, les paiements mobiles sont considérés comme une composante essentielle du mécanisme PSE, afin de garantir le niveau de transparence, de régularité et d'efficacité des paiements nécessaires.

Cette consultance vise à identifier une organisation hautement expérimentée dans les transferts monétaires basés sur les paiements mobiles afin de démontrer leur faisabilité dans le cadre des PSE et à commencer à poser les bases pour leur systématisation dans le cadre de l'initiative PSE régionale de CAFI.

## **2. Étendue des travaux, responsabilités et description des travaux proposés :**

### **2.1. Etendue des travaux :**

L'objectif de cette demande de propositions est de (i) tester le transfert monétaire en RD Congo (dans un premier temps) pour une démonstration culminant en un événement de communication à l'occasion de la COP 30 à Belém au Brésil en novembre 2025., et de (ii) commencer à poser les bases d'un mécanisme de paiements mobiles pour les PSE au sein de CAFI au niveau régional ainsi qu'auprès des gouvernements partenaires de CAFI

Les objectifs spécifiques incluent :

- Le test des paiements mobiles dans le cadre de quelques projets de démonstration (2-3) financés par CAFI en RDC intégrant une composante PSE.
- La sensibilisation et le renforcement des capacités de CAFI sur les transferts monétaires par paiement mobile en général, et l'infrastructure (outils), les processus et les compétences nécessaires pour les mettre en œuvre.
- La définition des paramètres de développement d'une capacité de paiements mobiles au sein de CAFI (ce qui pourrait être internalisé ou doit être sous-traité) et d'une feuille de route pour y parvenir.
- La définition des paramètres de création d'une capacité au sein des gouvernements partenaires, ainsi que des conditions et critères clés pour la réalisation de paiements mobiles transparents et sécurisés.
- Le développement des outils et du matériel didactique à destination de CAFI et des partenaires.

Cette RFP vise ainsi spécifiquement à identifier un soumissionnaire ayant une expérience avérée dans le domaine des transferts monétaires par paiement mobile au travers d'opérateurs téléphoniques multiples et dans l'accompagnement des bénéficiaires pour assurer l'effectivité des paiements (vulgarisation des paiements mobiles, enregistrement des bénéficiaires, mécanismes de cash-in/out, suivi, soutien, etc.).

### **2.2. Responsabilités et description des travaux proposés :**

#### **2.2.1. Responsabilités :**

**Composante régionale : Appui-conseil sur le montage d'un mécanisme de transferts monétaires par paiement mobile**

- a) Appui-conseil en vue d'un mécanisme de paiements mobiles régional pour les PSE au sein de CAFI**
- Sensibiliser et renforcer les capacités des agents du Secrétariat CAFI sur les transferts monétaires par paiement mobile. Et notamment fournir des conseils sur les aspects techniques du programme de transfert d'argent numérique et sur son fonctionnement quotidien.
  - Définir clairement les besoins concrets pour le fonctionnement des paiements mobiles (infrastructure technique, savoir-faire, ressources humaines, procédures, fournisseurs de services requis, etc.) et développer une feuille de route pour CAFI au niveau régional et ses pays partenaires assortie d'un budget indicatif.
  - Identifier les divers modèles et options pour créer cette capacité, depuis une internalisation complète du mécanisme (a priori peu indiquée) jusqu'à une sous-contractualisation complète, et surtout les options intermédiaires.
  - Identifier les risques et les moyens de les atténuer.
  - Identifier les opportunités de partenariat avec les opérateurs téléphoniques mettant en œuvre les paiements mobiles pour des tarifs préférentiels (unités internet, téléphones) et les opportunités d'améliorer la couverture réseau dans les zones prioritaires, et appuyer CAFI dans les négociations.

- Identifier les risques de transfert monétaire par paiement mobile et ceux liés à la réalisation de la feuille de route pour les pays partenaires et les moyens de les atténuer.
- Identifier d'autres entités pouvant faire des dotations en matériel (téléphones, unités internet, etc.).
- Fournir des conseils sur les aspects techniques du mécanisme de paiements mobiles et son opérationnalisation au quotidien.
- Mettre en place un système pilote dans le cadre des démonstrations dans les composantes nationales décrites ci-dessous.

**b) Appui-conseil sur les paramètres et conditions pour la création de capacités de paiements mobiles au sein des gouvernements partenaires (travail générique)**

- Définir les exigences de création d'une capacité (financière, ressources humaines, etc) au sein des gouvernements partenaires de CAFI.
- Définir les conditions et critères clés pour la réalisation de paiements mobiles transparents et sécurisés au niveau technique et opérationnel.
- Sur base des connaissances de la RDC du partenaire ainsi que des démonstrations réalisées (cf. composante ci-dessous), conseiller CAFI sur un plan de déploiement géographique des paiements mobiles dans les années à venir partout où cela est possible.

### 2.2.2. Approche :

L'estimation du volume des transferts à effectuer (PSE), les propositions de modalités opérationnelles et de budget (y compris et des équipements à acheter dans le cadre des activités de démonstration) seront réalisées sur base du scénario de déploiements et de bénéficiaires cibles présenté dans la section suivante.

Ces cibles et le budget nécessaire correspondant seront révisés et précisés lors de la phase d'identification avec les partenaires des projets de démonstration, en début du présent programme.

Le soumissionnaire sélectionné fournira des services d'appui-conseil (assistance technique) et financiers auprès de CAFI, et collaborera en ce sens avec les projets prioritaires définis par CAFI pour la démonstration des transferts par paiement mobile aux bénéficiaires de PSE.

### 2.2.3. Couverture géographique, durée et cibles préliminaires des activités de démonstration :

**- Composante régionale :**

Le contractant devra avoir la capacité d'accéder physiquement aux zones considérées.

Pour la composante de démonstration dans les pays, les activités de démonstration de transfert d'argent par paiement mobile seront mises en œuvre dans les zones opérationnelles des projets de démonstration sélectionnés par CAFI avec les gouvernements partenaires.

La composante régionale ira jusqu'en décembre 2026.

### 2.3. Modalités de mise en œuvre :

Le contractant travaillera en étroite collaboration avec de l'équipe du Secrétariat CAFI et en collaboration étroite avec les partenaires mettant en œuvre les projets de démonstration.

Le soumissionnaire sélectionné devra faire preuve de crédibilité envers CAFI, de flexibilité et de respect du personnel des projets et des bénéficiaires dans le cadre de transferts monétaires. Le contractant sera informé en temps réel du calendrier de mise en œuvre des activités des projets partenaires en vue du respect du délai de distribution des PSE.

Une discussion préliminaire aura lieu lors du lancement entre le secrétariat CAFI, le soumissionnaire sélectionné et les agences mettant en œuvre les projets de démonstration sélectionnés, afin d'identifier les points focaux respectifs, le calendrier exact et modalités de mise en œuvre. Des réunions de suivi auront lieu chaque mois afin d'évaluer l'état d'avancement.

### 3. Produits, réalisations attendues et chronogramme :

L'exécution des activités suivra un calendrier structuré afin de s'assurer que toutes les phases sont réalisées efficacement et dans les délais prévus. La composante régionale se concentrerait sur des tâches spécifiques listées sous les points 2.2. Le calendrier est divisé en plusieurs livrables répartis sur une période de 2 ans.

Les livrables attendus dans le cadre de cette collaboration sont les suivants :

Livrables	Echéance
Un plan de travail global	15 jours après la signature du contrat
Une note de déploiement des paiements mobile dans le cadre du test de démonstration en RDC pour la COP 30	1 mois après la signature du contrat
Une note définissant les éléments clés d'un mécanisme de transfert monétaire par paiements mobiles ; les besoins correspondants (infrastructure technique, savoir-faire, ressources humaines, procédures, fournisseurs de services requis, etc.) ; les divers modèles et options pour créer cette capacité au sein de CAFI assorties de recommandations ; l'identification des risques et moyens de les atténuer	2 mois après la signature du contrat
Sur base de la ou les options retenues, une feuille de route avec un budget indicatif	3 mois après la signature du contrat
Une note résumant les paramètres clés de création d'une capacité de paiement mobile au sein des gouvernements partenaires de CAFI, assortie de conditions et critères clés	5 mois après la signature du contrat
Le rapport sur le retour d'expérience (leçons apprises) du test de paiement mobile sur un nombre des bénéficiaires et des recommandations pour la mise en échelle	9 mois après la signature du contrat
Un manuel de sensibilisation et de formation des bénéficiaires et des partenaires de mise en œuvre	1 an après la signature du contrat
Des produits de communication sur les paiements mobiles dans le cadre de la démonstration (photo, vidéos, interviews des bénéficiaires, etc.) sur place dans le cadre de la retranscription live à la COP, ainsi qu'avec un support enregistré et mis à disposition à l'avance	2 ans après la signature du contrat

#### 4. Calendrier de paiement :

Livrables	Payment
Un plan de travail global	10%
Une note de déploiement des paiements mobile dans le cadre du test de démonstration en RDC pour la COP 30	10%
Une note définissant les éléments clés d'un mécanisme de transfert monétaire par paiements mobiles ; les besoins correspondants (infrastructure technique, savoir-faire, ressources humaines, procédures, fournisseurs de services requis, etc.) ; les divers modèles et options pour créer cette capacité au sein de CAFI assorties de recommandations ; l'identification des risques et moyens de les atténuer	20%
Sur base de la ou les options retenues, une feuille de route avec un budget indicatif	10%
Une note résumant les paramètres clés de création d'une capacité de paiement mobile au sein des gouvernements partenaires de CAFI, assortie de conditions et critères clés	20%
Le rapport sur le retour d'expérience (leçons apprises) du test de paiement mobile sur un nombre des bénéficiaires et des recommandations pour la mise en échelle	20%
Un manuel de sensibilisation et de formation des bénéficiaires et des partenaires de mise en œuvre	5%
Des produits de communication sur les paiements mobiles dans le cadre de la démonstration (photo, vidéos, interviews des bénéficiaires, etc.) sur place dans le cadre de la retranscription live à la COP, ainsi qu'avec un support enregistré et mis à disposition à l'avance	5%

#### 5. Profile du prestataire et exigences :

Le prestataire sélectionné doit avoir les qualifications suivantes :

- Au moins une expérience antécédente dans la mise en œuvre de services sur des projets de taille et de portée similaires (impliquant des partenaires gouvernementaux) dans la région au cours des 5 années précédentes.
- Cette expérience antécédente (ou autre) doit inclure un service client avec les bénéficiaires avec la mise en place de mécanismes de sensibilisation et de réclamation actifs et passifs. Le prestataire doit prouver une expérience dans la conception d'un système de suivi ou de soutien en ligne (assistance téléphonique) qui favorise l'interaction de suivi individuel pour les bénéficiaires du programme.
- Cette expérience (ou autre) doit inclure l'audit intégrés et indépendants pour surveiller et prévenir les incidents de protection, de fraude, de vol et de corruption liés aux paiements numériques et aux transferts monétaires.
- Cette expérience (ou autre) doit inclure la gestion d'un centre d'appel établi pour recevoir les commentaires des bénéficiaires, qui a la capacité d'ajouter des langues en raison de la diversité linguistique.
- Cette expérience (ou autre) doit inclure la surveillance et l'évaluation des programmes de transferts monétaires en temps réel sur les indicateurs clés liés aux opérations des programmes de transferts monétaires.

NB : Le soumissionnaire peut présenter plus qu'une seule expérience antécédente pour démontrer/prouver toutes les exigences qui précèdent.

## 6. Personnel clé :

Le prestataire sélectionné doit avoir une équipe avec le profil suivant :

### - Composante régionale :

#### - Responsable Senior :

- o **Expertise** : Direction de projets de développement de systèmes informatiques dans des environnements complexes, notamment la gestion de projets technologiques multi-acteurs.
- o **Expérience** : Au moins 3 ans dans la gestion de projets de développement de systèmes informatiques, en particulier dans des zones rurales ou difficiles.
- o **Compétences clés** : Planification stratégique, intégration de systèmes, gouvernance de projets, gestion des parties prenantes.

#### - Chef de Programme :

- o **Expertise** : Conseil en Technologie de l'Information (TI), avec une expérience en mise en œuvre et en optimisation des systèmes informatiques dans des environnements complexes.
- o **Expérience** : Au moins 3 ans dans le conseil en technologies de l'information, notamment dans le conseil aux gouvernements ou à de grandes entreprises.
- o **Compétences clés** : Conseil en TI, supervision de projets, leadership d'équipe, communication avec les parties prenantes.

#### - Ingénieur :

- o **Expertise** : Connaissances approfondies en informatique et en ingénierie des systèmes, développement et intégration de logiciels d'affaires (ex. : e-commerce, ERP, CRM, paiements en ligne).
- o **Expérience** : Au moins 4 ans dans le développement de logiciels d'entreprise ou de systèmes comme l'e-commerce, les ERP ou les systèmes de paiement en ligne.
- o **Compétences clés** : Programmation, architecture de systèmes, gestion de projets informatiques, développement agile.

## 7. Proposition :

La proposition du soumissionnaire doit comprendre les éléments suivants :

1. Réponse narrative au termes de référence (Annexe C)
2. Approche méthodologique détaillée (Annexe C)
3. Liste des hypothèses et des risques (Annexe C)
4. Planning de travail détaillé (Annexe C)
5. Profil du chef d'équipe et des principaux membres de l'équipe (Annexes F et G)
6. Budget détaillé (personnel, déplacements, opérations, etc.) (Annexe B)

NB : Les propositions techniques ne doivent comporter aucune indication de prix. Le non-respect de cette exigence entraînera la disqualification de l'offre.